



Thermo Fisher Bourgoin-Jallieu

4/05/2026

## *Non aux attaques contre les travailleurs !*

# *Augmentation des salaires et interdiction des licenciements !*

*Le 1er mai, près de 300 000 personnes ont manifesté dans tout le pays pour la journée internationale de lutte des travailleurs, rappelant que seule notre solidarité permet de faire face aux attaques patronales. Une mobilisation que certains aimeraient bien voir disparaître ! L'ex-Premier ministre Gabriel Attal, en campagne, a ainsi déclaré : « Le droit du travail empêche trop souvent le droit au travail. »*

### ***Sous le capitalisme, on meurt du travail***

Mais de quel « droit au travail » parle-t-il ? Celui de travailler plus longtemps, dans des conditions plus dures, avec moins de protections et davantage de risques ?

Le 17 avril, un intérimaire de 22 ans a été happé par une machine et un stagiaire de 15 ans écrasé par un chariot élévateur. En 2025, 1 297 travailleurs sont morts en France du fait de leur activité professionnelle, soit plus de trois par jour. Depuis janvier 2026, douze cheminots se sont suicidés, révélant l'ampleur des souffrances psychiques liées au travail. Voilà ce que recouvre ce « droit au travail » dans la bouche de ceux qui ne travaillent pas.

### ***Toujours plus d'exploitation, toujours plus de profits***

Pendant ce temps, la campagne présidentielle s'ouvre et les déclarations pro-patronales, mais surtout anti-ouvrières, se multiplient. Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, le ventre encore plein de son récent déjeûner au Medef, propose de porter la durée du travail de 35 à 37 heures par semaine, ce qui ajouterait deux heures de travail hebdomadaire pour ceux qui travaillent à l'horaire légal et sucrerait deux heures supplémentaires à ceux qui sont obligés de travailler plus.

Pourquoi faudrait-il travailler plus, comme le voudraient la droite et l'extrême droite, alors que les licenciements se multiplient ? Alors que des millions de travailleurs sont déjà privés d'emploi, avec toutes les galères que cela implique, à commencer par la mise à l'écart d'une partie de la vie sociale ?

Les 2 000 ouvriers de Stellantis Poissy, menacés par la fermeture de leur site, apprécieront – comme tous ceux touchés par les plans de licenciements, de Nestlé à ArcelorMittal, en passant par Novasco ou Vencorex, ainsi que leurs sous-traitants.

C'est que la logique du patronat consiste à licencier à tour de bras et à intensifier le travail pour celles et ceux qui restent, afin d'augmenter des profits déjà colossaux. En 2025, les entreprises du CAC 40 ont versé un record de 107,5 milliards d'euros de dividendes.

### ***Il faut interdire les licenciements et augmenter les salaires !***

Le travail ne manque pas ! Nous en faisons déjà trop, dans des conditions épuisantes. Ce dont nous avons besoin, c'est de travailler moins longtemps, sans perte de salaire, et de partager le travail entre tous pour en finir avec le chômage.

Il faut aussi augmenter les salaires : il n'y a aucune raison pour que tous ceux qui galéraient déjà à cause des bas salaires subissent une hausse des prix de l'énergie et des produits essentiels, conséquence de la concurrence capitaliste sauvage, qui débouche inévitablement sur des guerres commerciales et des guerres tout court. Et, pendant que nous tirons le diable par la queue, des groupes comme Total accumulent des profits record.

**Mais rien ne viendra d'en haut. Seule notre organisation collective, dans les usines, les hôpitaux, les bureaux, sur les chantiers, pourra aboutir à une lutte d'ensemble pour imposer, face à l'offensive générale du patronat, hausses de salaire, interdiction des licenciements et réduction du temps de travail.**

## ***Où est l'argent ?***

Une étude Oxfam vient d'être publiée sur 1 500 entreprises et sur 33 pays. Elle montre que les PDG et dirigeants français s'enrichissent 3,3 fois plus vite que leurs salariés.

Sur les six dernières années, l'évolution mondiale montre que le salaire réel des travailleurs (équivalent à leur pouvoir d'achat) a diminué de 11 % tandis que celui des PDG a augmenté de 54 %.

Ce sont les travailleurs qui créent la richesse, elle devrait leur revenir. Bienvenue dans le capitalisme !

## ***Les salles d'usines***

Madame Anne de Guigné, journaliste au *Figaro*, a écrit dans un article du 12 avril « *que les salles de musculation jouent sur la nostalgie de l'usine* ». Alors le patronat regrette peut-être les siècles révolus. Quand ils font travailler leurs salariés dans la misère et le plus longtemps possible, c'est par nostalgie de l'esclavage ou de la monarchie, et quand ils critiquent l'immigration, qu'ils stigmatisent les Noirs et les Arabes, c'est en souvenir de la colonisation.

Mais si les gens vont à la salle de sport, c'est pour leur bien-être et aussi pour ne pas être cassés quand les patrons les autorisent enfin à prendre leur retraite. C'est peut-être aussi pour évacuer une partie de leur frustration et de leur haine envers leur direction qui les stresse et les prend pour des « ressources » jetables.

## ***Le comte Bardella***

« Il était une fois un jeune homme, qui avait grandi dans un HLM dans le 93, élevé par une mère ATSEM et célibataire. Il s'appelait Jordan Bardella, et il voulait être président pour sauver la France, et aider les pauvres, comme lui. » Le RN va avoir un peu plus de mal à nous vendre ce conte sur Jordan Bardella maintenant qu'il vient d'officialiser sa liaison avec la princesse Maria-Carolina de Bourbon des Deux-Siciles. Une démonstration, s'il en fallait encore (après notamment les repas de Bardella avec des grands patrons), que le RN est au service des nantis, fréquente des nantis, est lui-même composé de pas mal de millionnaires aux comptes bien remplis.

La véritable histoire serait donc plutôt : « Il était une fois un jeune raciste aux dents longues nommé Bardella, en couple avec une princesse, et qui voulait devenir président pour servir les riches et les puissants. »

## ***Du souverainisme à la xénophobie***

Il y a quelques années, François Ruffin était journaliste puis cinéaste, on a pu apprécier ses films sur Bernard Arnault ou sur les Gilets jaunes. Il s'est depuis engagé en politique, au départ avec LFI. Les débuts

pouvaient paraître prometteurs, mais c'est de pire en pire. Sa dernière trouvaille, être « hostile à l'immigration en ce qui concerne le travail ». Pour lui, les étrangers prennent le travail des Français. Mais si les migrants ne peuvent plus travailler, comment vont-ils pouvoir vivre ? Donc dire ça, c'est tout simplement être contre immigration. Rappelez-moi qui est contre l'immigration ?

## ***Retour sur un coup de com' qui sent l'enfarinage***

1<sup>er</sup> mai 2026, 4h : les premiers salariés de la boulangerie Le Pétrin dauphinois à Domarin commencent leur journée. En ce jour chômé et payé, ils ont malgré tout « choisi », et de manière totalement libre, de venir au travail. Ce n'est ni le paternalisme ambiant dans les magasins, ni les salaires mangés par l'inflation, ni encore la peur des représailles qui les ont poussés à sacrifier un jour de repos payé. La preuve ? Leur patron, M. Amieux, leur a fait signer un papier qui le dit !

8h30 : des inspecteurs du travail font savoir à M. Amieux qu'il est dans l'illégalité et qu'il risque une amende. Il ne l'ignorait pas mais il s'en fiche un peu. Depuis des années qu'il exploite ses salariés le 1<sup>er</sup> mai, ce n'est pas en 2026 que ça va changer...

12h10 : M. Amieux, par ailleurs président de la fédération des boulangers du coin, intervient par téléphone sur RMC, radio officielle du petit patronat pleurnicheur. M. Amieux a 14 salariés, ce n'est pas vraiment un "petit" mais qu'importe, il déroule : « Ça ne me fait pas peur [...] le Premier ministre a été clair que s'il y aurait des amendes, on ne les paierait pas ». On aimerait aussi que nos amendes sautent, c'est quoi le plan ?

Juste après son passage radio, le Premier ministre l'appelle et lui confirme qu'il n'aura aucune sanction. Ce petit numéro est à la fois un coup de com' et un coup monté qui fait passer un gros boulanger pour la petite victime d'une vilaine tradition ouvrière. Il n'avait qu'un seul but : nous faire accepter un recul sur un jour qui doit rester celui des travailleurs !

## ***Licenciements racistes aux aéroports de Paris***

Cinq salariés noirs ont été licenciés de l'entreprise de sécurité Watch Over qui officie à l'aéroport de Roissy. Leur tort ? Avoir été mis à l'écart lors d'un tournage d'un reportage pour TF1 en août dernier et l'avoir dénoncé auprès de leur hiérarchie. L'encadrement ne souhaitait visiblement pas qu'ils apparaissent à l'écran et les a remplacés par des salariés blancs !

*Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !*

Ne pas jeter sur la voie publique – Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org